

## オレンジ CEO、米ネット大手に対する欧州委の弱腰を批判

仏通信大手オレンジのリチャール CEO は9月4日、グーグル、アップル、フェイスブック、アマゾンなどの米インターネット大手の覇権主義的なやり方に対する欧州委の弱腰を批判した。CEO はその例として、欧州委が先にグーグルの優越的地位の濫用に関する調査においてグーグルとの和解に踏み切ったことを挙げた。CEO は、欧州市民の購買力が比較的に高いことから、米ネット大手にとって欧州は格好のターゲットだと力説。その上で、米ネット大手の覇権主義の象徴として、グーグルの OS ソフト Android を挙げた。CEO は、Android はグーグルによって送り込まれたトロイの木馬だと形容、グーグルの検索エンジンが世界主要国で 90-95% のシェアを持つことは重大なリスクだとも主張した。CEO はまた、欧州通信大手が巨額の税金を納付しているのに対し、米ネット大手が欧州ではほとんど納税していないことを指摘、両者の間に大きな不平等があるとも力説した。ただし、CEO は、欧州通信事業者が米ネット大手と提携する必要性を認めた上で、欧州通信事業者がイノベーションにさらに注力する必要性を強調した。

AFP 2014-09-04

### 【原文】

Richard (Orange) déplore la naïveté de Bruxelles face aux géants américains de l'internet

Origine : France

04/09/2014 14h24 GMT - TÉLÉCOMS-TECHNOLOGIES-INTERNET-UE-USA-CONCURRENCE - Service économique - AFP

PARIS, 4 septembre 2014 (AFP) - Le PDG d'Orange Stéphane Richard a estimé jeudi que les autorités européennes faisaient preuve de trop de "naïveté" face aux pratiques parfois "hégémoniques" des géants de l'internet comme Google, Apple, Facebook ou Amazon.

"Les autorités européennes ont été souvent naïves par rapport aux grands géants américains, il y a une espèce de fascination" envers ces groupes, a observé le responsable devant les 4èmes rencontres de l'Udecam (Union des entreprises de conseil et d'achat média), grand rendez-vous annuel des publicitaires.

"Il y a beaucoup de naïveté, le règlement récent entre la Commission et Google est un bel exemple de cette naïveté", a-t-il souligné, faisant référence à l'enquête

ouverte par Bruxelles contre le groupe de Mountain View pour abus de position dominante.

Pour Stéphane Richard, "les Gafa (acronyme désignant Google, Apple, Facebook et Amazon, NDLR) considèrent l'Europe comme un comptoir".

"Nous sommes un bassin de clients avec un pouvoir d'achat encore assez élevé, et pour eux, l'Europe est la cible numéro un, je dirais même avant l'Amérique où c'est plus compliqué". Finalement "la cible la plus facile, celle où ils rentrent comme dans du beurre c'est l'Europe", a-t-il souligné.

Stéphane Richard observe "une tentation de pratiques hégémoniques aujourd'hui de la part de certaines de ces sociétés".

Il a cité pour exemple Google qui "a introduit dans le milliard de smartphones que l'on vend chaque année sur la planète un cheval de Troie, qui est leur système d'exploitation Android".

Et le fait que "le moteur de recherche sur internet est assuré à 90/95% dans la plupart des grands pays du monde par Google" pose "une vraie question", "un vrai risque", a-t-il noté.

Sans compter "l'extraordinaire inégalité fiscale entre les opérateurs dits historiques (...) qui payons beaucoup d'impôts -- 4 milliards d'euros pour Orange -- contre les Américains qui n'en paient quasiment pas en Europe", ce qui constitue "un immense problème", note le PDG d'Orange.

Le responsable estime toutefois que les opérateurs européens doivent nouer des relations avec les géants américains de l'internet et "redoubler d'innovation".

lgo/smr/fpo/eb

© 1994-2014 Agence France-Presse

<関連情報 1 >

欧州委、グーグルに踏み込んだ譲歩を要求へ

欧州委員会のアルムニア副委員長（競争担当委員）はこのほど、優越的地位の濫用の疑いで米グーグルを対象に行っている調査に関して、グーグルに新たな譲歩を求める考えを明らかにした。同委員がグーグルとの間でまとめた和解案への反響が非常に厳しいものであったことから、これまでの考えを改めて、踏み込んだ譲歩を求めることにしたものと見られる。

Les Echos 2014-09-09

【原文】

Almunia concède

enfin que Google doit faire plus d'efforts L'Union européenne « essaie d'obtenir plus de concessions » de Google, sous le coup d'une enquête antitrust, a indiqué sur Bloomberg TV le commissaire à la Concurrence Joaquin Almunia. Ce dernier plaide depuis quatre ans pour une solution à l'amiable, mais aurait de nouveau changé d'avis devant les retours « très très négatifs » des plaignants.

Les Echos-P. 22

<関連情報2>

グーグル、忘却される権利に関する公開会合を欧州で開催

米検索エンジンのグーグルは、9月9日から、インターネット上での忘却される権利に関する一連の公開ヒアリングを欧州で開催する。欧州司法裁判所は先に、インターネットユーザーに対して、「忘却される権利」の行使を認める判決を下したが、それ以来、グーグルに対しては、毎日約1000件の申請がなされているという。グーグルでは、忘却される権利と知る権利の間の均衡を探る目的で、意見を募ることにしたと説明している。

具体的には、10名の専門家からなる委員会を設立、グーグルに対して意見を寄せた団体及び個人の中から選ばれた参加者から、公開の会合で意見を聴取する。仏個人情報監督機関のCNILは、グーグルから招待されたものの、宣伝に類する催しには参加しないとして、不参加を表明している。ただし、CNILは、グーグルとの対話は続けると付け加えた。

AFP 2014-09-09

【原文】

Google entame une tournée européenne de réunions sur le droit à l'oubli

Origine : France

08/09/2014 17h21 GMT - INTERNET-MÉDIAS-TECHNOLOGIES - Service économique - AFP

Une seule colonne [Dépêche plus récente](#) [Dépêche plus ancienne](#)

PARIS, 8 septembre 2014 (AFP) - Le géant américain de l'internet Google entame mardi une tournée européenne de réunions publiques sur le droit à l'oubli, le retrait de liens demandé par les internautes prescrit par la Cour européenne de Justice, que ses détracteurs qualifient d'exercice de « communication ».

Le moteur de recherche, submergé par quelque 1.000 demandes de retrait par jour en Europe, indique vouloir trouver par ces discussions un équilibre « entre le droit

des personnes à l'oubli et le droit à l'information du public », selon une présentation sur un site dédié.

Un comité de dix experts doit auditionner des personnes et organisations présélectionnées après avoir contribué au débat sur le site <https://www.google.com/intl/fr/advisorycouncil>.

Sylvie Kauffmann, directrice de la rédaction du Monde, José-Luis Pinar, ancien directeur de l'agence espagnole de protection des données ou l'ancienne ministre allemande de la justice Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, sont au nombre des experts présentés par Google, qui précise qu'il ne les rémunère pas hormis un dédommagement.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) a confirmé à l'AFP avoir été conviée à ces consultations et avoir décliné.

« La Cnil ne prend pas part à ces discussions. L'objet du tour est de faire de la communication et nous n'avons pas de raison d'être présent », a indiqué une porte-parole, tout en soulignant que l'autorité « continuait le dialogue » avec Google.

Le géant américain a mis en ligne le 30 mai un formulaire accessible aux Européens pour demander la suppression de résultats de recherche, se conformant ainsi à la décision de la justice européenne, qui avait estimé que les particuliers avaient le droit de faire supprimer les liens vers des pages comportant des informations personnelles périmées ou inexacts.

Le groupe indique avoir été saisi de demande de retraits concernant des casiers judiciaires, des photos gênantes, du harcèlement en ligne et des injures, des allégations datant de dizaines d'années, d'articles de presse négatifs.

Google indique avoir reçu à la date du 18 juillet un total de 91.000 demandes en Europe, soit 328.000 URL. Par la suite, il a reçu quelque 1.000 demandes par jour en moyenne sur le continent.

La tournée de consultations de Google passera par Madrid le 9 septembre, Rome le 10, Paris le 25, Varsovie le 30 septembre, Berlin le 14 octobre et Londres le 16 octobre.

Igo/smr/cb/eb

© 1994-2014 Agence France-Presse